

HISTOIRE CONTEMPORAINE

ÉPREUVE COMMUNE : ÉCRIT

Coefficient : 3

Durée : 6 heures

Sujet : Obstacles et oppositions aux unités allemande et italienne (1815-1871)

Pour la septième année consécutive, l'épreuve écrite d'histoire s'est déroulée dans le cadre de la Banque d'épreuves littéraires commune aux Écoles normales supérieures (ENS, ENS de Lyon, ENS de Cachan), à l'École des chartes et à d'autres grandes écoles désireuses de sélectionner pour leur propre oral des candidats au niveau reconnu. Le jury, largement remanié par rapport à l'année précédente, était constitué de 48 correcteurs agréés par l'ENS de la rue d'Ulm (22), l'ENS de Lyon (22) et l'École des chartes (4). Ils ont été répartis en 24 binômes ayant pour tâche d'assurer à chaque copie une correction fondée sur les recommandations précises données par les directions des trois écoles précitées, et les courbes de ces binômes ont été harmonisées entre elles, afin de garantir autant que possible le caractère à la fois équitable et sélectif de l'épreuve.

Le nombre de candidats ayant composé est passé de 4675 en 2015 à 4779, soit une augmentation de 2,2 %. La moyenne générale des notes a été de 9,91 (9,80 en 2015). Les notes inférieures à 6 ont représenté 13 % du total des copies (15,3% en 2015), contre 34,6% pour celles allant de 6 à 9 (32,9% en 2015), 30,9% pour celles entre 10 et 13 (32 % en 2015) et 20% pour les notes égales ou supérieures à 14 (19,6% en 2015), un peu plus de la moitié des candidats obtenant donc une note supérieure ou égale à 10. Près de 9% des copies (9,4 % en 2015) ont été notées entre 16 et 20. La moyenne s'approche de 10, les candidats très faibles, ou ayant abandonné dès la première heure, restent très minoritaires, et la montée, observée lors des derniers concours, de la proportion des copies notées entre 1 et 5 a été enrayée cette année.

« Obstacles et oppositions aux unités nationales italienne et allemande, 1815-1871 » : le sujet ne pouvait pas prendre les candidats au dépourvu, puisque les bornes chronologiques correspondaient au programme sur lequel ils avaient travaillé toute l'année, et que le cadre géographique était resserré à l'Allemagne et à l'Italie, laissant de côté la question si complexe des nationalités à l'intérieur de l'empire d'Autriche. En revanche, il est possible qu'il en ait dérouté plus d'un, dans la mesure où, quoique faisant référence à des événements et des processus bien connus, il obligeait à les considérer un peu autrement. Nous avons souhaité privilégier les copies qui sauraient allier des connaissances précises à une véritable réflexion, en somme celles qui avaient le mieux saisi la spécificité du travail de l'historien, quelle que soit par ailleurs leur vocation et l'option choisie au concours.

Il ne s'agissait pas en effet de retracer, même de manière critique, en insistant sur la part d'arbitraire et de construction culturelle (cf. E. J. Hobsbawm et A.-M. Thiesse, souvent cités), les processus qui avaient mené en définitive à la formation de deux « Etats-nations » qui, quoiqu'imparfaits (et cela a été trop rarement expliqué en conclusion) pourraient passer pour des préfigurations de l'Allemagne et de l'Italie d'aujourd'hui. Il fallait au contraire insister sur les pesanteurs, les inerties, les résistances et les difficultés de ces processus que les historiographies anciennes, d'inspiration nationaliste, libérale et même marxiste, ont longtemps décrits comme une voie royale vers la modernité historique. Naturellement ces obstacles et ces résistances ont fini par céder, et on a été un peu plus indulgent pour les dernières parties de devoir qui, la fatigue aidant et le temps pressant, retombaient dans l'ornière du récit après avoir compris, et longtemps su, l'éviter au profit d'une bonne description des obstacles et d'une analyse des forces qui s'opposaient aux unités. Mais la question était bien là : de quelle nature étaient les obstacles qui rendaient en 1815 très improbable, sinon impensable, la constitution de vastes ensembles étatiques dans l'Allemagne morcelée en une quarantaine d'Etats, principautés et villes libres, et dans la péninsule italienne, dont tout le monde sait (et déjà à l'époque) que Metternich la qualifiait de simple « expression géographique » ? Comment ces obstacles, sur lesquels pouvaient espérer s'appuyer les adversaires des mouvements nationaux, se sont-ils amenuisés ? Puis quels étaient ces adversaires (qui ne se résument pas, très loin de là, à l'empire d'Autriche toujours mentionné, puis au second Empire français à peine évoqué) ? Sur quels milieux sociaux, sur quelles institutions pouvaient-ils compter ? Quelles étaient les valeurs qui les animaient, les intérêts qui les menaient, les mentalités qui les caractérisaient ? Quels étaient leurs forces et leurs moyens d'action ? Puis en quoi ces oppositions ou ces

résistances ont-elles pu influencer sur les processus d'unité ? A-t-il fallu leur faire des concessions et lesquelles ? Qu'ont-elles, en définitive, pu léguer aux Etats-nations bien imparfaits de 1871 ?

Des plans thématiques étaient envisageables, et ceux qui ont su les justifier et les mener à bien n'ont pas été pénalisés ; mais sans surprise, la plupart des copies ont choisi un plan chronologique, en général autour de trois moments, l'ordre de Vienne, le printemps des peuples, la réalisation des unités (la place et la manière d'aborder les événements de 1830-34 pouvant évidemment varier). La difficulté était cependant dans la dimension comparatiste implicite du sujet : obstacles et oppositions étaient-ils exactement les mêmes de part et d'autre des Alpes ? Il s'agissait donc d'articuler, et non pas de seulement juxtaposer, les développements consacrés aux espaces germanique et italien : d'où la nécessité, qu'il faut encore rappeler aux candidats, de très soigneusement préparer son plan et de bien choisir les exemples que l'on compte développer avant d'entreprendre la rédaction du devoir : il ne s'agit pas d'une perte de temps, bien au contraire. Enfin, si cette comparaison entre les processus d'unité nationale en Italie et en Allemagne n'a pas fait l'objet de réflexions dans le cours du devoir, elle devrait intervenir dans la conclusion (à préparer elle aussi très soigneusement, sous peine de devoir dans la panique résumer maladroitement ce qui a été parfois bien mieux dit auparavant). Les correcteurs doivent regretter que la plupart des devoirs ne l'aient pas vraiment fait, pas plus qu'ils n'ont songé à prolonger les réflexions jusqu'au vingtième siècle, voire au vingt-et-unième. Il y a naturellement, et heureusement, quelques exceptions.

Il convenait donc de rappeler l'ordre établi par le congrès de Vienne, et pour cela il fallait d'abord décrire l'agencement territorial et politique complexe qui caractérisait l'espace germanique (juxtaposition de territoires et d'Etats très différents, liés en une confédération qui servait essentiellement « d'assurance mutuelle contre les révolutions », en permettant l'intervention militaire des Etats les plus puissants pour réprimer les désordres éventuels, comme ce fut le cas en 1830-31) ; faire de même pour l'Italie, en soulignant la force de la position autrichienne dans la péninsule, directement ou indirectement. Tout ceci ne peut se faire de façon abstraite : on attend des dates, des faits, des noms (par exemple ceux de souverains, ou d'Etats),... et la preuve que le candidat a une connaissance minimale de la géographie, qu'il ne place pas, comme cela s'est vu, hélas, Prague en Italie du nord et Naples en Sicile...

Cet ordre était solide, et il faut se demander pourquoi. D'une part rappeler la place au départ écrasante en Allemagne, un peu moins en Italie, des campagnes autant démographiquement qu'économiquement. Ces campagnes étaient généralement dominées par les grands propriétaires, le plus souvent nobles, à qui revenaient encore, à l'est de l'Elbe notamment, des pouvoirs très étendus. Les mentalités et valeurs féodales étaient encore très prégnantes : fidélité, dévouement et obéissance aux supérieurs primaient sur les valeurs des Lumières. Quant au prince, il ne peut qu'être bon, au pire mal conseillé : Ferdinand d'Autriche, pour le moins simplet, était chéri de ses sujets parce que « bienveillant » (*der Gütige*). Cela n'a rien à voir avec sa « nationalité », la majorité des savoyards est ainsi parfaitement loyale au roi de Sardaigne, et jusqu'en 1837 les hanovriens à leur dynastie, qui pourtant règne à Londres et est de plus en plus anglaise.

De plus, curés ou pasteurs prêchaient aux humbles l'obéissance à la volonté divine, sous la forme de l'ordre établi ou rétabli après le départ de ces mécréants de Français. Les souverains luthériens étaient *ipso facto* à la tête de leur Eglise. L'Eglise catholique était spécialement hostile à la révolution (et la nation est une notion révolutionnaire) vue comme spoliatrice (biens nationaux) et persécutrice (Pie VII). Ne surestimons donc pas les tensions nées en Allemagne du passage de certaines populations sous l'autorité de monarques d'une autre confession (ainsi dans la Rhénanie catholique rattachée à la très protestante Prusse).

Il faut surtout rappeler que les espaces germanique et italien sont encore de véritables marqueteries humaines et culturelles : la diversité linguistique est considérable, la langue écrite plus tard dite nationale n'étant parlée que par une part minime de la population. Le haut-allemand, langue de la bible de Luther, est au moins compris de la plupart des habitants de l'espace germanique, d'ailleurs mieux alphabétisés que ceux de la péninsule. La langue de Dante n'est connue que d'étroites élites, et parlée couramment par moins de 5% des habitants de la péninsule. Ceci était généralement su des candidats. En revanche, deux autres aspects ont été peu développés : la force des traditions politiques locales (on ne peut se réduire au « campanilisme » ce qui oppose la Sicile à Naples, ou Berlin aux villes rhénanes ou hanséatiques) et l'étroitesse des horizons, non seulement dans la paysannerie, mais même au sein des bourgeoisies commerçantes. Un bourgeois de Cologne, Pierre Ayçoberry y insistait, était d'abord un notable local, soucieux des intérêts de sa ville. Ajoutons le cloisonnement de l'espace par la multiplicité des frontières, des postes de douane, des péages, la variété des mesures et des monnaies... Tout ceci a été trop peu développé.

Jusqu'à la fin des années 1830, la faiblesse des mouvements qui ont pour perspective la construction des unités nationales est donc beaucoup plus grande que ne le laisserait penser la lecture de la plupart des copies, prolixes sur les *carbonari*, les *Burschenchaften*... Ce sont d'étroites minorités, que l'excellente police de Metternich surveille attentivement ; il arrive que l'ordre soit troublé quelque temps, mais l'intervention des troupes autrichiennes, parfois prussiennes, en vient rapidement à bout.

Au printemps 1848, l'effondrement de l'ordre ancien fut pourtant spectaculaire : comme si toutes les oppositions, voire tous les obstacles aux aspirations nationales avaient disparu en un clin d'œil, après celles de

Palerme et Naples en janvier, en mars les révolutions de Vienne, Berlin, Munich, Prague, Venise, les cinq journées de Milan... Le rêve d'une Italie débarrassée des « tedeschi », réunie en une sorte de confédération présidée par Pie IX dont l'élection avait soulevé tant d'espoirs... Le rêve d'une nation allemande enfin unifiée se donnant librement une constitution s'incarne dans l'élection démocratique du parlement de Francfort. Semblaient triompher les idéaux nationaux et libéraux, inlassablement propagés dans la langue « nationale » par la presse malgré la censure, les associations (*Vereine* de chant choral, de gymnastique ou de tir), la littérature et la poésie, le théâtre et l'opéra... Tous les espoirs semblaient permis, car, après avoir accepté une constitution, Frédéric-Guillaume IV arborait les couleurs noir-rouge-or et Charles-Albert déclarait la guerre à l'Autriche, l'Italie « se ferait d'elle-même ».

En dix-huit mois à peine tout s'effondre. Le roi de Prusse a refusé la « couronne de pavés » que lui avaient proposée les députés du parlement de Francfort, et celui-ci s'est dissout ou a été dispersé ; les républicains de Bade et du Palatinat ont été écrasés par l'armée prussienne ; à la chute de Venise l'unité italienne n'a pas progressé d'un iota, l'Autriche domine à nouveau la péninsule, les troupes françaises ont rétabli le Saint-Père à Rome et l'ordre absolutiste semble régner comme avant.

Bien ou mal, ce récit a été fait dans la plupart des copies. Mais ce n'était pas l'essentiel, dans la perspective du sujet : il fallait réfléchir aux causes de l'échec des mouvements nationaux. Pourquoi tous les obstacles n'ont-ils pu être levés, pourquoi leurs adversaires ont-ils été les plus forts ? Quatre facteurs devaient être dégagés.

D'abord, l'indifférence de la paysannerie. Certaines campagnes ont été très agitées, mais pour des objectifs qui n'avaient rien à voir avec l'émancipation nationale. Ce qui mettait les paysans en mouvement, sauf très localement, c'était la question des droits féodaux ou de la corvée. Une fois ces concessions précipitamment faites par les souverains, les masses paysannes se désintéressent des événements, et même en Italie du nord, de la guerre « nationale ».

Ensuite, la division des révolutionnaires. L'effondrement des autorités traditionnelles a laissé le champ libre spécialement en Allemagne, à l'affirmation de revendications sociales, celles des travailleurs des villes, ouvriers et artisans, qui parfois mettent en cause la répartition des richesses et la propriété, mais qui surtout n'ont aucun goût pour le libéralisme économique des élites locales. D'où des heurts entre les milices bourgeoises (ou estudiantines) et des manifestants ou des chômeurs employés dans des ateliers municipaux. Aussi les enjeux nationaux risquent-ils d'apparaître moins importants aux yeux des possédants, et le rétablissement de l'ordre (même par l'armée) plus urgent... À ce propos, rappelons que dans ces affrontements de classe Marx et Engels (dont il a été souvent question dans les copies) n'ont eu pratiquement qu'un rôle de témoin...

Il faut en troisième lieu souligner qu'à l'usage, une partie des projets politiques antérieurs s'avèrent peu praticables. La solution néo-guelfe qui avait la faveur de la plupart des patriotes modérés italiens depuis quelques années perd tout son sens dès lors que Pie IX refuse la croisade anti-autrichienne. Le parlement de Francfort n'a pas autorité sur les forces armées qui pourraient soutenir les habitants du Schleswig-Holstein insurgés contre le Danemark ; la constitution - monarchique - achevée, il dépend en fait de l'acceptation ou du refus par le roi de Prusse de la dignité impériale. D'autre part, les ambiguïtés mêmes de l'idée nationale se révèlent au grand jour : les Polonais de Prusse (ou du moins les grands propriétaires nobles) ont toute leur place dans une monarchie de droit divin... mais n'appartiennent pas plus à la nation allemande que les Tchèques, priés d'élire des députés à l'assemblée de Francfort et qui ont nettement refusé... Et, inconscience ou chauvinisme, ce même parlement salue l'écrasement des révolutionnaires praguais (tchèques mais aussi allemands !) par Windischgraetz, puis les victoires de Radetzky. Somme toute, dès qu'il s'agit de construire un Etat, se posent des problèmes institutionnels complexes, outre ceux des frontières et des minorités nationales, à quoi les libéraux et les révolutionnaires romantiques n'avaient guère réfléchi...

Enfin, il faut bien constater que, dès lors qu'on en venait aux armes, l'élément décisif a été l'efficacité et la loyauté des forces armées, et de leurs officiers, nobles et liés au souverain par un serment de fidélité. Un instant ébranlée au printemps 1848, cette puissance des forces de l'ancien régime n'aurait pu être contrebalancée que par une intervention française, à laquelle Lamartine s'était dès le départ refusé... et qui n'aurait pas été bien accueillie au-delà du Rhin. La république romaine a eu quelques mois pour construire une petite et valeureuse armée, avec Garibaldi ; mais l'armée française l'a vaincue (non sans mal). Les troupes badoises passées à la révolution n'ont pas fait le poids face aux prussiens. Mais quoi qu'il en soit, ne pas oublier le déploiement de violence qui accompagne ce retour à l'ordre : Haynau surnommé « la hyène de Brescia » ; Robert Blum fusillé à Vienne, après que les faubourgs de la ville insurgée ont été livrés à la soldatesque, les dizaines de milliers de Badois fuyant la répression prussienne... Terroriser pour effacer le souvenir de la révolte, exorciser les aspirations nationales et rétablir le pouvoir des princes.

Le Piémont avait échoué en 1848 et 1849 et, confrontée aux menaces autrichiennes la Prusse avait dû renoncer à reconfigurer à son profit la confédération germanique à l'automne de l'année suivante (reculade d'Olmütz). Pourtant le processus d'unification politique s'est finalement effectué au profit de ces deux monarchies et assez rapidement : l'essentiel est réalisé en 1859-60 pour l'Italie, même s'il faut une décennie

pour le parachever ; tout prend moins de cinq années en Allemagne (1866-71). Il faut faire la part de l'exceptionnelle clairvoyance et intelligence politique de Cavour et de Bismarck, bon gré mal gré soutenus par leurs souverains respectifs ; mais la facilité du processus, la brièveté des guerres et leur coût humain plutôt modéré (à part la guerre de 1870-71) font supposer que la plupart des obstacles envisagés précédemment s'étaient effacés, et que les oppositions avaient beaucoup perdu de leur vigueur.

Faire la part d'abord, très sous-estimée dans les devoirs, de la modernisation économique. Le Piémont est, avec la Lombardie-Vénétie, à l'avant-garde de la révolution industrielle en Autriche. Il est clair que les bourgeoisies locales ne peuvent voir que d'un bon œil la constitution d'un vaste marché italien unifié (lois, douanes et monnaie, commandes de l'Etat) Mais au moment de l'unité, presque tout restait à faire, à commencer par un réseau national de chemins de fer. En Autriche, les années 1850-1860 sont marquées par un essor économique qui renforce considérablement la puissance industrielle de la Prusse. Mais l'essentiel est ici la constitution du marché national, préalable à l'unité : le *Zollverein* (1834) est une initiative de la Prusse qui en avait besoin pour relier ses possessions rhénanes au cœur de l'Etat, mais il a très vite englobé l'essentiel des Etats allemands, y compris ceux du sud catholiques, hormis l'Autriche ultra-protectionniste d'une part, les villes hanséatiques et le Hanovre libre-échangistes de l'autre. Or dans les années 1850 la Prusse parvient à éviter la dissolution du *Zollverein* dans une *Mitteleuropa* dominée par l'Autriche, et un peu plus tard à intégrer les Etats du nord par un tournant libre-échangiste. L'importance de cette unification douanière tient au fait qu'elle est couplée avec le développement très rapide du réseau ferré depuis le début des années 1840 (Cologne est ainsi reliée à Anvers et à Berlin dès 1847), ce qui assure en outre la solidarité économique et démographique des différentes parties de la monarchie prussienne. À l'inverse, le réseau ferré autrichien reste très mal relié à l'espace économique « petit-allemand ».

Venons-en aux facteurs politiques. Les monarchies prussienne et sarde peuvent toujours compter sur des loyautés dynastiques traditionnelles (Bismarck n'a jamais eu en vue que la grandeur de la Prusse... et de son suzerain), mais elles ne sont plus entravées par des considérations sentimentales comme au temps de la sainte-Alliance : Victor-Emmanuel II, bon catholique d'ailleurs, annexe sans barguigner les Etats pontificaux au risque de l'excommunication ; et l'annexion du Hanovre ne pose aucun problème moral à Bismarck « le révolutionnaire blanc ». Ce qu'on appelle la *Realpolitik*.

Elles ont aussi su rallier les déçus de l'échec de 1848, car, contrairement à l'Autriche, toutes deux sont demeurées des monarchies constitutionnelles : une partie des citoyens est convoquée régulièrement à élire une assemblée non dépourvue de pouvoirs, notamment financiers ; en imposant au roi une lecture parlementaire du *Statuto*, Cavour comble les vœux des élites libérales de toute la péninsule. Et, en dépit des provocations du chancelier de fer, les libéraux allemands réunis dans le *Nationalverein* n'auront pas trop de mal à accepter que la Prusse fasse l'unité à son profit. Quant aux démocrates très affaiblis par la répression, ils sont neutralisés par l'habileté de Bismarck, qui promet un Reichstag élu au suffrage véritablement universel. Même les milieux ouvriers socialistes ne sont pas insensibles aux perspectives qu'ouvre l'unité (facilité de circulation, législation uniforme et assez favorable aux associations, reconnaissance du droit de coalition)... En Italie l'échec obstiné des insurrections mazziniennes oblige ceux qui rêvent de secouer le joug de l'Autriche et des pouvoirs réactionnaires à transiger avec la monarchie de Savoie. La *Società nazionale*, encouragée en sous-main par Cavour, finance l'expédition des Mille... et Garibaldi, devenu maître de Naples, est assez conscient des faiblesses des révolutionnaires et de la fragilité de l'unité pour accepter la solution piémontaise. Ajoutons que toutes les régions réunies au nouveau royaume d'Italie l'ont été officiellement après plébiscite au suffrage universel (masculin). Enfin, il faut faire la part de l'effondrement des forces de l'Ancien régime. Bien que privée du soutien russe après la guerre de Crimée, l'Autriche est encore un adversaire redoutable en 1859, et seule l'intervention française permet de lui arracher la Lombardie ; mais elle s'enfoncé ensuite dans la crise financière et politique. La guerre austro-prussienne de 1866 voit à Sadowa le triomphe d'une armée plus mobile, mieux équipée et mieux commandée. Les Bourbons de Naples, alliés les plus importants de l'Autriche dans la péninsule, sont affaiblis par la dissidence traditionnelle des Siciliens (qui peuvent compter sur la sympathie des Britanniques), et leur pouvoir largement détesté s'évanouit littéralement dès que les Mille de Garibaldi franchissent le détroit de Messine.

Après le choc de 1848, l'Eglise catholique a répudié toute velléité de conciliation avec le siècle. Avec le *Syllabus*, elle devient ainsi un repoussoir ou un épouvantail pour tout ce qui tient, peu ou prou, à l'esprit des Lumières (et bien sûr de la Réforme protestante), libéraux et révolutionnaires, anticléricaux, francs-maçons et même notables catholiques libéraux consternés... L'Eglise est désormais hors du siècle : elle boude et affaiblira durablement l'Etat italien, mais en Allemagne du sud et de l'ouest, elle n'a pas eu le temps de mobiliser les fidèles contre une unité sous l'égide d'une puissance protestante (mais il aura fallu la guerre, l'agression française, pour vaincre les réticences à l'unité des opinions publiques et des parlements d'Allemagne du sud). Ceci dit, Bismarck la juge suffisamment dangereuse pour engager contre elle, un peu plus tard, le *Kulturkampf*.

La seule opposition interne au processus d'unification vint des paysans des zones les plus attardées de la péninsule italienne : c'est le soulèvement connu sous le nom de grand brigandage, dont la répression exige l'envoi de plus cent mille hommes de la nouvelle armée italienne (1861-65). Mais en dépit de sa grande

violence, et des traces laissées dans les mémoires, cet épisode apparaît comme marginal : laissés à eux-mêmes, les paysans ne comptent pas, ne comptent plus...

En définitive donc, le dernier obstacle aux unités a bien été externe : la France de Napoléon III, protectrice du pouvoir temporel du Pape, lorgnant maladroitement à titre de « compensation » ou de « pourboire » sur la rive gauche du Rhin ou le Luxembourg. Grâce à l'habileté de Bismarck, la défense du Rhin allemand, thème patriotique popularisé au moins depuis les années 1840, assure définitivement le succès du processus unitaire. Mais la revendication, puis l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine ont prolongé la guerre après Sedan (en dépit des prises de positions courageuses des quelques députés socialistes allemands), elles expliquent son acharnement et traumatisent une opinion française jusque-là sympathique au « principe des nationalités ».

Nous avons dit plus haut que les conclusions des devoirs étaient rarement à la hauteur des attentes des correcteurs ; les raisons en sont faciles à imaginer, mais il faut que les candidats y soient spécialement attentifs. Nous ne reviendrons pas sur les remarques faites les années précédentes à propos de la forme des devoirs, des introductions trop longues, des développements confus, avec dans le pire des cas une syntaxe défailante et quantité de termes inappropriés... Comme le savent nos collègues des classes préparatoires, elles demeurent d'actualité. On regrettera cette année l'emploi abusif, dans nombre de copies, de la notion de « nationalisme » – qui renvoie à une forme politique qui n'émerge que dans le dernier tiers du XIXe siècle – pour désigner les aspirations à l'unité nationale de la période 1830-1870.

Nous voudrions insister cependant cette année sur deux points : d'abord, rappelons qu'il est inadmissible de massacrer l'orthographe des noms étrangers (ceux de personnages historiques, tel Mazzini, mais aussi d'historiens – pauvre Miroslav Hroch !) comme de mal citer dans la langue originelle des phrases célèbres : mieux vaut rappeler que Charles-Albert avait dit que « l'Italie se fera par elle-même » plutôt que d'estropier la formule italienne. Attention ensuite à l'utilisation des citations : celles des contemporains des événements ont toute leur place dans le devoir, soit qu'elles s'intègrent au développement comme preuve ou comme illustration, soit qu'elles introduisent ou concluent la rédaction comme élément de réflexion. Les citations d'historiens du vingtième ou du vingt-et-unième siècle (inutile d'en donner les références exactes) posent d'autres problèmes, car elles sont trop souvent l'occasion d'énoncer des platitudes, ou utilisées comme argument d'autorité... Quoi qu'il en soit, il ne nous semble pas souhaitable de commencer un devoir par une citation d'un historien contemporain, puisque celle-ci résume le plus souvent un débat, ou le conclut, plutôt que de l'ouvrir ce qui doit pourtant être le but d'une introduction.